



## 10 | Commerce des services

Ces 10 dernières années, de nombreuses initiatives d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine du commerce des services ont continué d'être menées. Depuis 2015, plus de 30 activités nationales et régionales ont été menées à la demande de Membres et de gouvernements africains dans le cadre de l'accession à l'OMC.

Afin d'appuyer les diverses initiatives d'intégration sur le continent africain, une bonne partie de l'assistance demandée est axée sur les négociations concernant les services, l'évaluation des réglementations relatives aux services et l'inscription des engagements dans les listes. En outre, ces dernières années, des activités spécifiques sur les services énergétiques, les services fournis aux entreprises et la reconnaissance mutuelle ont eu lieu.

Nombre de fonctionnaires africains participent au cours avancé sur le commerce des services, un cours spécialisé sur les tendances et les négociations en matière de politiques organisé tous les ans par la Division du commerce des services et de l'investissement de l'OMC.

Ces dernières années, le Secrétariat de l'OMC a coopéré de façon continue avec les secrétariats du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la SADC dans le cadre de leurs initiatives d'intégration régionale. Outre les activités de formation sous-régionales sur les secteurs et les questions

d'intérêt, il a aidé à la vérification juridique des projets de listes concernant les services présentés dans le cadre de négociations régionales. Cette aide vise à conseiller les États membres de organisations régionales en question quant à la clarté des engagements qu'il est proposé de prendre et à la compatibilité de ceux-ci avec l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Depuis mi-2020, des activités de formation virtuelles sur le commerce des services ont aussi eu lieu pour les fonctionnaires des institutions de la CEDEAO, en anglais et en français.

Dans le cadre de la Base de données I-TIP Services,<sup>1</sup> le Secrétariat de l'OMC coopère avec bon nombre de pays africains Membres pour recueillir des renseignements sur leurs régimes concernant les services.

<sup>1</sup> La Base de données I-TIP Services est une initiative conjointe de l'OMC et de la Banque mondiale ; elle contient des renseignements sur les engagements des Membres dans le cadre de l'Accord général de l'OMC sur le commerce des services (AGCS), les engagements concernant les services pris au titre d'accords commerciaux régionaux et les mesures appliquées dans le domaine des services, ainsi que des statistiques sur les services.